

FAUTEUR DE GUERRE CONTINENTALE, DE CASSE SOCIALE ET D'EURO-DISSOLUTION NATIONALE, MACRON DOIT ÊTRE ÉJECTÉ PAR LE MOUVEMENT POPULAIRE.

**Le PRCF met en débat douze mesures minimales immédiates
pour s'unir en bas et engager ensemble la rupture progressiste**

Ex-ministre de la guerre, qu'il prépare à l'encontre de l'« ennemi existentiel russe » en écrasant le pouvoir d'achat des travailleurs, Lecornu n'a passé le cap de la censure (16 octobre) qu'en prenant appui sur le PS, ce parti « socialiste » en paroles mais maastrichtien et belliciste en fait. La tâche fixée à Lecornu par le MEDEF et par l'UE-OTAN est d'accélérer les préparatifs de guerre, de comprimer les remboursements maladie et de précipiter la dissolution de la France dans un « État fédéral européen » belliciste, fascisant et antisocial que refusent les Français (cf. le Non majoritaire à la Constitution européenne lors du référendum du 29 mai 2005).

Pour autant, **la longévité du gouvernement Lecornu II, voire celle de Macron, n'est pas assurée** : non seulement la majorité parlementaire ne tient qu'à un fil, mais le mouvement populaire relancé par l'appel du 10 septembre à « tout bloquer » peut rebondir à tout moment tant **la colère bouillonne dans le pays**. Comme le PRCF l'a montré dès longtemps, **la France est ingouvernable car elle est le maillon faible de la construction euro-atlantique et le peuple français consent de moins en moins à la politique d'une oligarchie qui casse la France et les acquis populaires** pour mondialiser les monopoles capitalistes initialement basés dans l'Hexagone.

Cet état de fait percute objectivement l'Axe UE-OTAN, lequel cherche, au besoin en recourant au fascisme et à la guerre, à réassurer à tout prix l'hégémonie planétaire de l'Axe euro-atlantique, cet ennemi principal de la paix et des peuples. C'est pourquoi la grande bourgeoisie prépare en parallèle, d'une part, une alternative pré-fasciste, voire pire, en promouvant l'alliance mortifère du RN et de la droite ; d'autre part une alternance issue du « bloc central » : c'est ainsi qu'Édouard Philippe, par ailleurs déjà candidat à l'Élysée, appelle à la démission de Macron, dont LFI exigeait déjà la destitution pendant que le RN prône la dissolution de l'Assemblée nationale. Si les forces d'avant-garde en voie de recomposition sont à la hauteur, et le PRCF y travaille, **la crise de la V^e République supervisée par l'UE pourrait basculer dans une crise révolutionnaire**, « ceux d'en haut ne pouvant plus diriger comme

avant et ceux d'en bas ne voulant plus être dirigés comme avant » (Lénine).

Face aux manœuvres de la réaction, le mouvement populaire n'a pas le choix : il lui faut **prendre l'offensive** pour obtenir, à son initiative, la démission-destitution et surtout **l'éjection de Macron**, pour **mettre le bloc RN-LR en formation sur la défensive, bloquer le budget de super-austérité, abroger la contre-réforme des retraites et stopper la marche à la Guerre mondiale** engagée par Macron-Lecornu en notre nom à tous !

Le départ (démission, destitution... éjection!) de Macron ne saurait cependant suffire, pas plus qu'une dissolution de l'Assemblée nationale voulue par le RN, pour placer le peuple à l'offensive et engager la rupture anti-oligarchique, antifasciste et anti-impérialiste dont le pays a vitalement besoin. Il faut aussi contester la politique pluri-décennale qui, depuis Maastricht notamment (1992), un traité adopté à l'initiative de Mitterrand, a conduit la France à l'effondrement en cours. **Cette politique de classe et de casse**, qui forme le cœur de la stratégie capitaliste, **n'est autre que la « construction européenne »**, synonyme de casse de la nation, de la paix, de la démocratie et des conquêtes sociales.

C'est pourquoi **le PRCF se tourne vers tous les acteurs du mouvement populaire**, syndicalistes de terrain, Gilets jaunes, militants du PCF, du MJCF, de LFI ou simples citoyens attachés à la paix, à la souveraineté du pays, à l'environnement, à la fraternité humaine. Dans ce but, le PRCF met en débat les **12 mesures minimales suivantes** destinées à **unir le peuple pour engager la rupture progressiste, ce qui implique de :**

⇒ **se rencontrer partout et créer des collectifs pour la rupture progressiste**. Cela, il faut le faire SANS les dirigeants PS, EELV et autres bellicistes à la Glucksmann : la France doit travailler à **construire la paix dans la justice** du Donbass à la Corée en passant par l'Iran, la Palestine, le Venezuela et la mer de Chine. La France tendra aussi la main aux peuples africains désireux d'accéder à une « seconde indépendance » ainsi qu'à une coopération reposant sur des bases égalitaires ;

- ⇒ **soutenir les luttes populaires** pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics, la paix, la justice sociale, l'environnement, les libertés, l'égalité homme/femme, etc., sans crainte d'exiger le départ immédiat de Macron ;
- ⇒ **débattre dans un esprit unitaire des grandes lignes d'une rupture progressiste** permettant au pays d'en finir avec les politiques néolibérales, de combattre le RN, mais aussi de **briser les chaînes de l'Union européenne** qui broie notre pays ;

Dans cet esprit, le PRCF met en débat les **douze mesures suivantes** en-deçà desquelles il nous paraît qu'aucune rupture progressiste ne pourra s'engager :

- 1) **Paix et désescalade de la Baltique à la Corée** en passant par le Donbass, le Proche-Orient, la mer de Chine, le Venezuela (qui doit choisir seul son orientation sociale et politique), Cuba (stop au blocus états-unien !) **Retrait de la France de l'OTAN**, reconstitution d'une armée française uniquement destinée à défendre le territoire et la souveraineté du peuple français ; stop à « l'économie de guerre » !
- 2) **Primat des lois françaises sur les traités et sur les directives européennes.** Si l'UE prétend alors sanctionner la France, elle refusera de verser sa lourde contribution au budget européen. Le PRCF continue de penser que pour reconstruire une France libre et heureuse, il faut sortir de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme mais, tout en portant offensivement sa propre ligne politique, il veut tendre la main à ceux qui ne veulent pas encore aller jusque-là et que, tôt ou tard, espérons-le, le comportement destructif de l'UE instruira ! Liberté pour l'État d'emprunter directement à la Banque de France sans passer par les « marchés financiers » et par la BCE ;
- 3) **Abrogation de toutes les contre-réformes maas-trichtiennes** désossant nos retraites, la Sécurité sociale, les indemnités chômage et nos services publics (poste, SNCF, EDF, Équipement, etc.) ; interdiction des délocalisations et des licenciements collectifs, annulation des traités de libre-échange néolibéraux type UE-Mercosur ; annulation de la contre-réforme El-Khomri et des ordonnances Macron inversant la hiérarchie des normes sociales aux dépens des conventions collectives ; plan de titularisation sous statut des précaires du secteur public ; intégration de la sous-traitance aux conventions collectives des très grandes entreprises capitalistes ;
- 4) **Augmentation sensible des petits et moyens salaires et pensions**, contribution des grandes entreprises pour péréquer cette augmentation, **ré-indexation des salaires sur les prix** comme c'était le cas avant le lancement par Delors et Mitterrand de la marche au « franc fort » qui a préparé la mise en place de l'euro calé sur le *Deutsche Mark* ;
- 5) **Nationalisation démocratique des banques, des secteurs-clés de l'énergie, de l'industrie et du gros commerce** (sous le contrôle de l'État, des travailleurs du commerce, des usagers et des petits paysans s'agissant des grandes surfaces), **planification démocratique** visant à **reconstruire le produire en France** tout en ménageant l'environnement. Refus de la financiarisation et de la marchandisation à outrance des activités humaines. Contrôle public et syndical sur les subventions d'État provisoirement accordées au secteur privé et nationalisation sèche des firmes dévoyant l'argent public pour délocaliser sans augmenter les salaires ;
- 6) **Réforme fiscale et sociale** : le Capital doit payer bien plus que le Travail, et les super-riches bien plus que les couches moyennes et populaires, les taxes indirectes doivent baisser ;
- 7) **Taxe sur le fret routier** international transitant par la France de manière à financer la relance d'un **grand service public du ferroviaire** desservant tout le pays et diminuant les pollutions liées au transport ;
- 8) **Abrogation de la contre-réforme Blanquer des lycées et de Parcours Sup**, rétablissement du baccalauréat comme diplôme national permettant de s'inscrire dans la filière de son choix, **lutte résolue contre la paupérisation étudiante** ;
- 9) **Relance et refinancement de la culture française dans toutes ses dimensions** : patrimoine et spectacle vivant, Recherche scientifique, **langue française** à promouvoir de la maternelle à l'Université en refusant le basculement de la France et de l'Europe au tout-globish, reconstruction d'une **Éducation nationale de qualité pour toutes et tous** ;
- 10) Alignement des rémunérations et des carrières féminines sur les standards masculins existants ;
- 11) **Médias : le service public de l'audiovisuel doit être profondément réformé** dans le sens du pluralisme ; les chaînes détenues par les milliardaires seront rendues à la nation pour servir les Lumières et la fraternité ;
- 12) **Convocation d'une Constituante** destinée à instituer une **nouvelle République sociale, indivisible, souveraine et fraternelle** centrée sur l'intervention citoyenne. Avancée des libertés permettant l'intervention du peuple ; combat frontal contre toutes les discriminations ; **démocratisation profonde de l'appareil policier et judiciaire.**